

aux Françaises et aux Français

Quinze jours après l'élection européenne, Nicolas Sarkozy, devant le Congrès réuni à Versailles, a donné à la majorité UMP sa nouvelle feuille de route : elle est catastrophique. Si toutes les mesures qu'elle contient sont appliquées dans les mois à venir, ce sera un désastre pour les jeunes, les salariés, les chômeurs, les retraités et leurs familles, pour nos services publics, pour notre industrie, pour le pays tout entier.

Nicolas Sarkozy vante désormais dans les mots le modèle social français qu'il détruit morceau par morceau avec son gouvernement. La crise du système capitaliste est passée par là. Mais dans les faits, que propose-t-il ? D'accélérer dans la même direction : précarité, flexibilité et temps partiel ; recul de l'âge de la retraite ; chasse aux dépenses publiques, aux services publics, et aux « niches sociales », c'est-à-dire aux protections des salariés ; non remplacement des départs en retraites ; suppression de moyens et d'emplois dans les collectivités locales ; rupture des principes d'égalité ; mise en concurrence et privatisations dans l'éducation et la formation ; nouveaux cadeaux aux patrons (suppression de la taxe professionnelle) et nouveaux impôts pour le grand public (taxe carbone)....

Quant aux salaires, au pouvoir d'achat et à la lutte contre le chômage, c'est un silence assourdissant, sauf ce cri du cœur présidentiel : « le travail doit être justement considéré, les actionnaires justement rémunérés ».

Des belles paroles pour ceux qui travaillent, du sonnant et du trébuchant pour les profits! Tout est dit.

C'est une politique entièrement tournée contre le monde du travail, uniquement destinée à accroître toujours plus le soutien de l'Etat aux rendements financiers du capital. On voit ce que cela donne depuis maintenant dix mois. La croissance va reculer de 3,5% en 2009 et l'Unedic annonce 595 000 chômeurs de plus cette année. Continuer dans cette voie est une folie. Cette politique ne fera que nous enfoncer dans la crise sociale, démocratique, écologique que nous traversons, au lieu de nous en sortir.

Le Président promet des consultations mais pour lui, tout est déjà décidé. Contrairement à ce qu'il prétend, la droite UMP n'a reçu aucun « feu vert » dans les urnes le 7 juin pour accélérer cette politique. C'est même le contraire. L'abstention record enregistrée ce jour là marque une défiance et un rejet largement majoritaire à l'encontre des politiques libérales appliquées en Europe et en France. La réalité des chiffres, c'est qu'un Français

sur dix seulement a voté pour les listes UMP le 7 juin.

La majorité du pays, c'est la nôtre, nous qui sommes ouvriers et avons manifesté pour l'emploi, les salaires et les retraites ces derniers mois, employées dont les revenus ne permettent plus de partir en vacances, hospitaliers outrés du saccage de notre système de santé, cadres inquiets pour l'avenir de nos enfants et celui de notre pays, salariés rayés d'un trait de plume par des délocalisations, précaires jetés à la rue comme des kleenex, agents de la Fonction publique lutte pour la défense de services publics pourtant indispensables à tous, lycéens, étudiants et chercheurs mobilisés toute cette année pour le partage des savoirs, citoyennes et citoyens tout simplement anxieux du devenir de nos libertés, de la France, de la planète...

PCF
Parti communiste français

Des exigences fortes nous rassemblent face à cette politique de droite qui nous enfonce dans la crise et défigure la République, face à ce capitalisme toujours plus destructeur de vies, de territoires, d'équilibres écologiques. Ces exigences, c'est l'ambition de travailler autrement, d'être enfin écouté au travail et de pouvoir maîtriser ses choix professionnels, c'est le droit de pouvoir étudier, d'avoir un travail décent, de se former tout au long de sa vie, c'est la détermination à profiter d'une véritable qualité de vie pour soi et pour ses proches, c'est l'attachement à l'égalité, à la laïcité, à la démocratie, au développement durable de nos villes, de nos campagnes, de nos mers, de la planète, c'est la demande de reprendre le pouvoir sur l'utilisation des richesses créées par le travail, de celles déposées dans les banques...

Et ce qui doit nous unir demain, c'est l'ambition de nous rassembler sur un projet qui nous aide à résister et donne de la force à ces perspectives. C'est l'ambition de construire des majorités populaires porteurs de ces projets, des majorités sans lesquelles aucun changement durable ne sera possible. C'est ce vers quoi le Parti communiste français est déterminé à avancer. Avec vous.

Pour cela, nous sommes décidés à être de toutes les résistances, de toutes les ripostes contre les projets de la droite. Et nous sommes décidés, dans ces combats, à avancer et à élaborer les propositions pour porter de véritables solutions à la crise. Nous avons par exemple déposé le 28 mai dernier

trois propositions de loi à l'Assemblée nationale qui rendraient notamment possibles, si elles étaient adoptées, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui distribuent des dividendes ou qui délocalisent, l'augmentation du SMIC à 1 600 euros, la création d'un pôle bancaire et financier public pour retrouver la maîtrise du crédit, la création d'un droit de veto suspensif pour les salariés contre les plans de licenciements.

Nous sommes tout autant décidés à poursuivre et à élargir la dynamique que nous avons initiée avec le Front de gauche, qui rassemble le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, à l'élection européenne. La gauche doit changer et s'unir. Toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche ont besoin d'un commun projet de transformation sociale qui s'attaque réellement aux injustices et à la crise sociale, démocratique, écologique.

Avec cette démarche, un nouvel espoir est né. Nous voulons en faire une dynamique majoritaire qui sorte la gauche de l'état dans lequel elle se trouve. Nous entendons la colère des abstentionnistes. Nous partageons le malaise des électeurs socialistes qui ne se reconnaissent plus dans un PS dévoré par ses querelles internes, obsédé par l'organisation de primaires pour la présidentielle à mille lieux des préoccupations populaires. Nous connaissons l'envie de contestation exprimée par les électeurs du NPA mais aussi leurs doutes sur la stratégie d'isolement de ce parti. Nous comprenons

les motivations des électeurs d'Europe écologie, leur message de renouvellement et leur inquiétude pour l'avenir de la planète, même si nous les estimons difficilement compatibles avec la complaisance de certains responsables de ce mouvement à l'égard des logiques capitalistes et des thèses libérales.

Il est possible de dépasser progressivement la situation de dispersion actuelle à condition de construire progressivement dans le débat et l'action le projet qui va nous unir. Nous lançons pour cela un appel à toutes les femmes et tous les hommes de gauche, communistes, socialistes, écologistes, d'extrême-gauche, républicains, à toutes les forces de la gauche sociale et politique : construisons notre unité sur un projet solide et transparent. Ensemble mettons nous au travail.

Ce travail peut commencer dans les luttes. Il peut aussi se mener pour préparer les élections régionales de 2010. La droite veut reconquérir tous les pouvoirs qu'elles a perdus en 2004. Ne la laissons pas faire. Discutons des projets régionaux qui devraient être mis en oeuvre par des majorités de gauche pour combattre la crise et les inégalités, pour créer de la solidarité et du bien vivre. Et proposons de rassembler dans des listes le plus ouvertes possibles toutes celles et ceux qui peuvent se reconnaître dans ces projets.

Pour tout cela, le Parti communiste est disponible. Il se transforme chaque jour pour être toujours plus efficace et plus utile à ces combats. Agissez avec lui, rejoignez-le. Faites de son énergie militante votre bien commun.

JE REJOINS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Nom et prénom :

Adresse :

E-mail :

A retourner : Parti communiste français 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

www.pcf.fr/adherer